

Dans ce numéro

Deux hauts gradés irakiens tués par une frappe de drone turc dans le nord de l'Irak...

(Page 2)

Le Mossad serait impliqué dans le transfert d'argent qatari vers la bande de Gaza...

(Page 3)

Inculpation de trois anciens assistants parlementaires taiwanais accusés d'espionnage au profit de la Chine...

(Page 4)

La ligne de démarcation du détroit de Taïwan franchie par deux avions de combat chinois...

(Page 5)

Plus de sept millions de messages liés à la pandémie effacés par Facebook depuis le mois d'avril...

(Page 7)

En Russie, développement d'un nouveau pistolet semi-automatique destiné à la police et à la Garde nationale...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLES

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Un musicien condamné à mort pour blasphème par un tribunal islamique du nord du Nigeria...

Un tribunal islamique du nord du Nigeria a condamné à mort un musicien accusé de blasphème contre le prophète Mohamed. L'annonce a été faite par les autorités judiciaires de la ville de Kano. Un tribunal appliquant la charia, la loi islamique en vigueur dans de nombreux États à majorité musulmane du nord du Nigeria, a condamné Yahaya Aminu Sharif à la pendaison pour avoir insulté le prophète dans l'une de ses chansons, selon Baba-Jibo Ibrahim, le porte-parole des autorités judiciaires locales. Le procès de Sharif s'est déroulé à huis clos et l'accusé a plaidé coupable, rapporte Baba-Jibo Ibrahim qui assure que le chanteur a pu recevoir un conseil juridique. La ville de Kano avait été agitée par des manifestations après la diffusion sur les réseaux sociaux de la chanson à l'origine de cette condamnation. Les manifestants avaient mis le feu à sa maison familiale. C'est la deuxième fois qu'une peine de mort est prononcée pour blasphème depuis que plusieurs États du Nigeria ont adopté, au début des années 2000, une version stricte de la charia qui fonctionne en parallèle du système judiciaire étatique.

(La voix de l'Amérique, le 11-08-2020)

Le prince héritier d'Arabie saoudite aurait été convoqué par un tribunal fédéral de Washington...

Un tribunal fédéral de Washington a émis une convocation à l'endroit du prince héritier Mohammed ben Salmane, à la suite d'une plainte déposée la semaine dernière par Saad Aljabri, un ancien haut responsable des services de sécurité saoudiens, qui l'accuse de tentative d'assassinat à Toronto. C'est ce qu'a révélé lundi la chaîne d'information continue *Al-Djazira*, qui a eu accès à la convocation. En plus du prince héritier, treize autres personnes sont convoquées par le tribunal américain, dont deux résidents aux États-Unis. Parmi les personnes convoquées figure Saoud Al-Qahtani. Cet ancien conseiller de Mohammed ben Salmane a été cité dans l'affaire de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en 2018 et fait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par la Turquie. Il serait actuellement en résidence surveillée. Selon *Al-Djazira*, ces personnes ont vingt-et-un jours pour répondre à la convocation du tribunal. Jeudi dernier, Saad Aljabri a déposé une plainte auprès de la justice américaine dans laquelle il accuse le prince Mohammed ben Salmane d'avoir envoyé une équipe pour l'assassiner, et ce, à deux reprises, en 2018. Une fois à Toronto, où il réside, et une autre fois à Boston, aux États-Unis. Selon le document de la plainte, les membres de l'équipe chargée de l'assassiner étaient les mêmes que ceux qui sont montrés du doigt pour le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi au consulat saoudien à Istanbul, en 2018. L'équipe en question, appelée *Tiger Squad*, serait arrivée à l'aéroport Pearson de Toronto à la mi-octobre 2018. Ils auraient tous été interdits d'entrer au pays, sauf un qui possédait un passeport diplomatique.

(Radio Canada international, le 11-08-2020)

Un militaire indien tué lors d'un affrontement avec des terroristes présumés au Jammu-et-Cachemire...

Un soldat a été tué et un autre a été blessé lors d'un affrontement avec des terroristes dans le district de Pulwama, au Jammu-et-Cachemire, mercredi, selon des responsables. Selon eux, les forces de sécurité ont lancé une opération de recherche dans un verger du village de Kamrazipora, à Pulwama, aux premières heures de la journée, après avoir reçu des informations sur la présence de militants. Les responsables ont aussi déclaré que l'opération de recherche s'était transformée en un affrontement après que des militants ont ouvert le feu sur le personnel, blessant deux soldats. Les blessés ont été transportés d'urgence dans un hôpital de l'armée, où l'un d'eux a succombé, ont-ils déclaré.

(All India Radio, le 12-08-2020)

Un Américain enlevé par des membres présumés du groupe Hayat Tahrir Al-Sham dans le nord-ouest de la Syrie...

Dans le nord-ouest de la Syrie, un Américain est entre les mains d'un groupe terroriste. Âgé de 49 ans, ce journaliste a été enlevé par le groupe Hayat Tahrir Al-Sham dans le village d'Atmeh, près de la frontière turque, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Son enlèvement serait en représailles à la publication d'une vidéo de sa femme. Elle y dénonçait les exactions commises par ce groupe terroriste.

(Médi-1, le 14-08-2020)

Deux hauts gradés irakiens tués par une frappe de drone turc dans le nord de l'Irak...

Deux hauts gradés irakiens ont été tués aujourd'hui. L'armée irakienne dénonce une agression turque flagrante menée par un drone. Ankara mène en effet depuis des semaines des frappes aériennes contre le Parti des travailleurs du Kurdistan au Kurdistan d'Irak. Bagdad a déjà convoqué à deux reprises l'ambassadeur turc pour protester contre les raids d'Ankara sur son sol. En dépit de ces protestations, Ankara assure avoir le droit de continuer à lutter contre le PKK que la Turquie considère comme une organisation terroriste, à l'instar des États-Unis et de l'Union européenne.

(Deutsche Welle, le 11-08-2020)

Deux hauts gradés irakiens ont été tués hier par un drone turc dans le nord de l'Irak. Une agression flagrante, selon l'armée irakienne. Le gouvernement irakien refuse de recevoir, du coup, le ministre turc de la Défense comme cela était prévu demain, et l'ambassadeur turc à Bagdad sera convoqué aujourd'hui pour lui remettre une lettre de protestation officielle. La Turquie a intensifié ses opérations militaires depuis plusieurs mois dans cette zone pour combattre le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, dont les bases arrières se situent dans le nord de l'Irak.

(Radio Vatican, le 12-08-2020)

Deux officiers de haut rang irakiens et un soldat ont été tués mardi lors d'une frappe aérienne par un drone turc à Sidakan, dans la province d'Erbil, dans la région du Kurdistan irakien. La visite du ministre turc de la Défense à Bagdad a été annulée, l'ambassadeur convoqué, et Bagdad en est désormais à menacer de riposter contre la Turquie dont les frappes aériennes, ou aux drones sont désormais quotidiennes contre les monts frontaliers de Qandil. Selon les sources locales, Zubeir Hali et Mohammed Rashid étaient en réunion avec les commandants du PKK dans la région du Kurdistan pour les convaincre de se retirer des zones habitées par des civils lorsqu'ils ont subi la frappe aérienne turque. Dénonçant Ankara d'avoir lancé l'attaque de drone ayant coûté la vie à deux officiers irakiens de haut rang, Bagdad a annulé une visite ministérielle et convoqué l'ambassadeur de Turquie. Les responsables irakiens qualifient la frappe de « flagrante attaque de drone » menée par les Turcs contre le nord de l'Irak où Ankara n'a cessé ces dernières semaines d'attaquer les positions kurdes. « Deux commandants de bataillon de garde-frontières et le conducteur de leur véhicule ont été tués » a précisé l'armée dans un communiqué marquant le premier décès de troupes irakiennes depuis que la Turquie a lancé à la mi-juin l'opération transfrontalière contre les éléments du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

(Press TV, le 12-08-2020)

Au Burkina Faso, le grand imam de Djibo enlevé par des inconnus armés...

Au Burkina Faso, Souaibou Cissé, le grand imam de Djibo, importante ville du nord en proie à des

attaques djihadistes de plus en plus récurrentes, a été enlevé par des individus armés non identifiés mardi. Selon une source, le car dans lequel il regagnait Djibo après un séjour à Ouagadougou a été intercepté.

(La voix de l'Amérique, le 12-08-2020)

Au moins quatre morts après une fusillade dans la prison centrale de la capitale somalienne...

En Somalie, au moins quatre personnes ont été tuées lundi dans des échanges de coups de feu à l'intérieur de la prison centrale de Mogadiscio, la capitale. D'après des témoins, les tirs ont éclaté après que des prisonniers ont réussi à s'emparer d'armes détenues par leurs gardiens. D'autres témoins ont fait état d'explosions de grenades à l'intérieur de la prison. « Il y a eu une violente fusillade à l'intérieur de la prison » a déclaré Abdi Dhere, un responsable sécuritaire. « Tous les prisonniers impliqués dans l'incident sont des islamistes radicaux shabaab dont certains purgent une peine de prison à perpétuité » a affirmé la police, précisant que quatre d'entre eux ont été tués et deux blessés pendant la fusillade avec les forces de sécurité. Ismail Muktar Omar, porte-parole du ministère de l'Information, a indiqué que la situation est de retour à la normale et que tous les prisonniers impliqués dans les combats ont été tués.

(La voix de l'Amérique, le 11-08-2020)

Au Mozambique, le port de Mocimboa da Praia contrôlé par des djihadistes...

Au Mozambique, des djihadistes se sont emparés mercredi du port gazier de Mocimboa da Praia, dans le nord du pays. Cette information confirmée par une source militaire fait suite à une série de récentes attaques dans cette région. Selon le site d'informations *Moz24Horas*, le port de Mocimboa da Praia a été pris par des terroristes à l'aube, hier mercredi. Utilisant des lance-roquettes, les djihadistes ont touché un bateau dans le port, selon la source militaire qui parle de situation compliquée. Mocimboa da Praia est situé dans la province de Cabo Delgado qui abrite d'importantes installations de gaz naturel liquéfié, l'un des plus gros investissements en Afrique auquel participe le groupe français Total. Fin juin, des hommes armés avaient tué huit ouvriers d'une entreprise privée de travaux publics au service de Total sur son projet gazier de plusieurs milliards de dollars. Au même moment, des djihadistes avaient déjà attaqué et occupé temporairement le port. Une précédente occupation de la ville quelques mois auparavant avait provoqué un exode massif des habitants. Le nord du Mozambique est le théâtre depuis 2017 d'une insurrection djihadiste qui a fait un millier de morts et entravé le développement de l'exploitation de ses réserves de gaz offshore.

(La voix de l'Amérique, le 13-08-2020)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

En Slovaquie, expulsion de trois diplomates russes soupçonnés d'espionnage...

Lundi, le ministère slovaque des Affaires étrangères et européennes a confirmé l'expulsion de trois employés de l'ambassade de Russie à Bratislava, soupçonnés d'activités d'espionnage. Cette décision a été prise la semaine dernière et les trois diplomates doivent quitter le territoire au cours de cette semaine. Le service de presse du ministère des Affaires étrangères a déclaré que, selon les informations des services de renseignement slovaques, les activités des diplomates russes en République slovaque étaient en contradiction avec la convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Et de préciser : « En outre, il y a eu un emploi abusif des visas délivrés au consulat général de Slovaquie à Saint-Pétersbourg et un crime grave a été commis sur le territoire d'un autre État membre de l'OTAN et de l'Union européenne ». Le ministère des Affaires étrangères russe a par la suite annoncé que Moscou réagirait, comme toujours dans de tels cas, selon le principe de la réciprocité. Les informations ont également été publiées par l'agence de presse nationale russe.

(Radio Slovakia international, le 11-08-2020)

Le Mossad serait impliqué dans le transfert d'argent qatari vers la bande de Gaza...

« Les liens avec Israël s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à faciliter l'acheminement de notre aide financière à Gaza » a déclaré mercredi l'envoyé qatari dans la bande de Gaza, Muhammad Al-Amadi, à propos de réunions qui se sont tenues entre le chef du Mossad, Yossi Cohen, et de hauts responsables du Golfe. L'envoyé qatari a ajouté que le transfert de l'aide financière à Gaza rencontre souvent des difficultés. Dans le même temps, le porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum, a appelé les médiateurs de la région et des Nations unies à prendre des mesures pour faire pression sur Israël pour

qu'il mette un terme aux souffrances à Gaza. « Nous n'accepterons pas le siège de Gaza et nous ne resterons pas silencieux à ce sujet » a-t-il ajouté. De plus, un haut responsable du Front démocratique, Talal Abu Zarifa, a déclaré qu'Israël ne prenait pas au sérieux la mise en œuvre des accords déjà convenus en 2014, ce qui conduit à l'emploi de tous les moyens de pression pour l'amener à respecter ses engagements. Mardi soir, des informations ont été publiées selon lesquelles le Mossad était impliqué dans le transfert d'argent qatari vers la bande de Gaza, ce qui devrait apporter la paix et le calme dans le sud du pays. Israël veut s'assurer que le Qatar continue à transférer de l'argent dans les mois à venir.

(I24News, le 12-08-2020)

Inculpation de trois anciens assistants parlementaires taïwanais accusés d'espionnage au profit de la Chine...

Soupçonnés d'espionnage, trois anciens assistants parlementaires taïwanais ont été inculpés aujourd'hui pour violation de la loi de sécurité nationale. Chen Wei-jen, Lin Yung-ta et Lee Yi-hsien sont accusés d'avoir obtenu et tenté d'obtenir, entre 2012 et 2018, des données sensibles à la demande d'un certain Huang Guanlong, un agent des services de renseignement chinois dépendant du ministère chinois de la Sécurité de l'État. Chen Wei-jen et Lin Yung-ta, anciens assistants de la députée KMT Chen Shu-hui, aujourd'hui maire-adjointe de la ville de Chiayi, auraient commencé à travailler pour l'agent chinois contre rémunération après un voyage et une rencontre à Macao en 2012. Lee Yi-hsien n'aurait, lui, rejoint l'équipe qu'en 2014 après un rendez-vous à Canton, alors qu'il était reporter et en manque d'argent. Il avait ensuite été recruté comme assistant de Chang Li-shan, ancienne députée KMT et aujourd'hui chef du comté du Yunlin. Selon le Bureau des procureurs, l'enquête montre que les suspects auraient tenté de collecter des informations sur les activités du Falung Gong à Taïwan, des données sur le KMT, sur l'élection présidentielle du DPP puis sur l'état de santé de la présidente Tsai Ing-wen. Le Bureau a précisé que leur tentative avait échoué, la personne contactée au sein de l'administration de l'assurance nationale de santé ayant refusé de coopérer.

(Radio Taïwan international, le 13-08-2020)

Un diplomate russe interpellé par la police tchèque alors qu'il achetait des munitions au marché noir...

D'après une enquête de la radio tchèque, la police a arrêté en juin dernier un ressortissant russe alors que ce dernier faisait illégalement l'acquisition de munitions au marché noir. L'homme arrêté s'est plus tard avéré être un diplomate russe, plus précisément un employé de la section militaire de l'ambassade russe à Prague. Bénéficiant de l'immunité diplomatique, l'homme avait dû être libéré. Selon les informations de la radio tchèque, ce dernier a été rapidement exfiltré vers la Russie sans autre forme de procès. D'après les sources de l'enquête de la radio tchèque, les munitions auraient pu être destinées à des gangs européens ou à des unités spéciales russes opérant secrètement en Europe.

(Radio Prague international, le 14-08-2020)

Le logiciel espion israélien Pegasus utilisé pour espionner des personnalités politiques et religieuses togolaises...

Au Togo, les téléphones de six personnalités religieuses, politiques et issues de la société civile ont été espionnés grâce au logiciel israélien *Pegasus* selon les révélations des journaux *Le Monde* et *The Guardian*, parues le lundi 3 juillet. Quatre personnalités sur les six ciblées par *Pegasus* ont accepté d'être citées par les journaux : l'opposant Raymond Houndjo, l'évêque Benoît Alowonou, le prêtre Marie-Chanel Affognon, ainsi que l'ancien ministre Elliott Ohin. D'après les investigations menées par les deux médias, ces personnalités ciblées par *Pegasus* ont été informées, l'année dernière, par le réseau social *WhatsApp* que leurs téléphones avaient été infectés par un logiciel espion, profitant d'une faille de sécurité de cette plateforme. Si *Le Monde* désigne sans ambages le régime de Faure Gnassingbé comme l'auteur de cette opération de surveillance, *The Guardian* et le *Citizen Lab*, un laboratoire de recherche canadien dont les recherches ont servi de base à l'enquête, se montrent un peu plus circonspects. À ce stade, bien que les personnalités visées soient connues pour être des opposants politiques, le commanditaire de cet espionnage n'a pas été identifié. En 2018, un rapport de l'organisation canadienne avait déjà cité le Togo parmi une dizaine de pays africains (Côte d'Ivoire, Kenya, Zambie, Algérie, Maroc, entre autres) où ont été relevées de possibles infections de téléphones via *Pegasus*. Et récemment, c'est le gouvernement espagnol qui a été accusé d'utiliser *Pegasus* pour espionner des indépendantistes catalans. Sous le feu des critiques, NSO, le fournisseur de ce logiciel,

a toujours indiqué vendre sa technologie à des clients gouvernementaux souverains pour lutter contre le terrorisme et le grand banditisme. À ce jour, le gouvernement togolais n'a pas réagi à cette information.

(Press TV, le 15-08-2020)

... MILITAIRE ...

La ligne de démarcation du détroit de Taïwan franchie par deux avions de combat chinois...

Le commandement de l'armée de l'air taïwanais a annoncé ce lundi que deux chasseurs chinois, un *Shenyang J-11* et un *Chengdu J-10*, avaient franchi la ligne de démarcation dans le détroit de Taïwan aux alentours de 9 heures du matin. Selon le commandement de l'armée de l'air, en plus de tenir prêts des missiles sol-air, l'armée a d'abord déployé des avertissements radio avant de faire décoller les appareils de reconnaissance taïwanais. L'intervention d'avions de dissuasion a été nécessaire pour repousser les deux chasseurs chinois. Le commandement de l'armée de l'air taïwanais a regretté cette attitude de la part de l'armée chinoise qui vient rompre la sécurité, la stabilité de la région et le statu quo dans le détroit de Taïwan.

(Radio Taïwan international, le 10-08-2020)

Le budget de la Défense sud-coréenne augmentera chaque année de 6,1% jusqu'à 2025...

La Corée du Sud a décidé d'injecter d'ici 2025, 300 700 milliards de wons, soit environ 214,7 milliards d'euros, dans l'approvisionnement de nouveaux appareils militaires. Le budget pour la défense, qui atteint cette année 50 500 milliards de wons, soit un peu plus de 36 milliards d'euros, évoluera chaque année de 6,1% jusqu'à 2025. Ces investissements renforceront la capacité de la défense multicouches contre les missiles nord-coréens. Plus précisément, la capacité de détection sera doublée et la défense antimissiles sera triplée avec la fabrication en masse de L-SAM, un engin de défense sol-air. Un *dôme de fer*, version sud-coréenne, sera également développé pour faire face aux canons à longue portée déployés sur le sol nord-coréen. Des microsatellites de reconnaissance et des avions de patrouille télé-pilotés à moyenne altitude seront eux aussi mis au point. Pour accroître la défense maritime, le projet de porte-avions de 30 000 tonnes sera lancé en 2021, et des sous-marins de 4 000 tonnes à capacité de chargement et de navigation sous-marine renforcée seront construits. L'effectif du corps militaire sera réduit à 500 000 en 2022 contre 555 000 hommes à la fin de cette année. L'armée de terre perdra cinq divisions, alors que l'infanterie de la marine nationale et de l'armée de l'air seront renforcées afin de consolider la capacité de reconnaissance et d'aviation. Les conditions de travail des soldats seront elles aussi améliorées. Un sergent pourra ainsi gagner 963 000 wons par mois, soit un peu plus de 687 euros. Les travaux, tels que le nettoyage et le désherbage, que les militaires exécutent généralement, seront confiés au secteur privé.

(KBS World Radio, le 10-08-2020)

En Corée du Sud, début d'un exercice de quatre jours appelé « entraînement du personnel de gestion de crise (CMST) »...

La Corée du Sud et les États-Unis auraient finalement décidé les dates de leurs exercices militaires conjoints dans la péninsule pour le second semestre 2020. Ils auront vraisemblablement lieu entre le 16 et le 28 août. D'après une source du gouvernement sud-coréen, avant ces manœuvres, les autorités militaires des deux pays ont lancé, aujourd'hui, pour quatre jours, ce qu'elles appellent l'entraînement du personnel de gestion de crise (CMST). C'est une sorte de préparation aux exercices qui devraient débiter ce dimanche. Cette année encore, les exercices seront focalisés sur la coordination au niveau du commandement via une simulation sur ordinateur et leur format sera réduit en raison du Covid-19. Le nombre de soldats américains en provenance des États-Unis ou du Japon devrait en conséquence diminuer fortement. Pourtant, la durée des opérations sera rallongée de deux à trois jours. Habituellement, elles se déroulaient pendant dix jours. Une chose importante à noter : cette fois, le test de capacité opérationnelle (FOC) du futur commandement combiné des deux alliés sera effectué en partie, contrairement à ce qui était prévu initialement. C'est une procédure indispensable pour le transfert de Washington à Séoul du contrôle opérationnel (OPCON) en temps de guerre. L'administration de Moon Jae-in souhaitait achever le FOC pour effectuer en 2021 un test de capacité de mission complète (FMC), la dernière étape à passer avant de se voir transférer l'OPCON l'année suivante. Mais l'armée américaine ne s'est pas montrée favorable à cette idée, invoquant la réduction de l'ampleur des manœuvres. Le projet de Séoul risque donc d'être retardé.

(KBS World Radio, le 11-08-2020)

Des exercices militaires conjoints sud-coréano-américains reportés de deux jours pour cause de coronavirus...

D'après des sources proches de l'armée sud-coréenne, la Corée du Sud et les États-Unis vont organiser mardi un exercice militaire conjoint, avec deux jours de retard à cause du coronavirus. L'exercice, qui devrait se focaliser sur une formation simulée par ordinateur d'un poste de commandement, devait, à l'origine, débuter dimanche et durer jusqu'au 28 août. Selon *Yonhap*, agence de presse de la Corée du Sud, cet ajustement est à mettre sur le compte d'un officier de l'armée sud-coréenne qui a été testé positif au virus vendredi. Il devait prendre part à l'exercice. L'agence indique par ailleurs que les tests d'environ 70 membres de l'armée, qui ont été en contact étroit avec l'officier, sont négatifs. Les tests de 500 autres officiels sont en cours. Selon *Yonhap*, la date de lancement pourrait être encore décalée. Les États-Unis et la Corée du Sud organisent normalement des exercices conjoints au printemps et en été, en se basant sur le scénario d'un début de conflit dans la péninsule coréenne. Cette année, l'exercice prévu au printemps a été annulé à cause du coronavirus. Les deux pays ont convenu d'organiser comme prévu la manœuvre de cet été, mais de façon considérablement réduite.

(Radio Japon international, le 16-08-2020)

Le complexe nucléaire nord-coréen de Yongbyon aurait été endommagé par les intempéries...

Les fortes pluies qui se sont récemment abattues sur la Corée du Nord auraient fait déborder le fleuve Guryong, situé près du principal complexe nucléaire du pays, à savoir celui de Yongbyon. C'est ce qu'a avancé *38 North* dans un rapport publié hier. Selon ce très sérieux centre d'analyses américain, des images de satellites commerciaux prises le 6 août montrent que le niveau du fleuve en question est beaucoup plus élevé que celui constaté sur les clichés pris le 22 juillet. Cela illustre que d'importantes inondations, vraisemblablement les pires depuis quelques années, y seraient survenues. Chose inquiétante, le barrage qui se trouve sur le Guryong aurait été submergé et plusieurs installations de la centrale de Yongbyon endommagées. Il s'agirait, entre autres, de son réseau électrique et du pipeline d'approvisionnement en eau de refroidissement. Le site web américain a ensuite évoqué la possibilité que son réacteur de 5 mégawatts et celui expérimental à eau légère (ELWR) ne soient pas opérationnels. Cependant, *38 North* explique que sur les photos satellites du complexe prises entre le 8 et le 11 août, la crue du fleuve n'était plus visible. Selon l'institut, il est possible que les installations importantes, comme l'usine d'enrichissement d'uranium, n'aient pas été touchées.

(KBS World Radio, le 13-08-2020)

Le système de défense antimissiles balistiques Arrow 2 testé avec succès par Israël...

Israël et les États-Unis ont testé avec succès mercredi soir le système de défense antimissiles balistiques *Arrow 2*, a déclaré le ministère de la Défense dans un communiqué. Le système de défense a intercepté un missile cible transportant une ogive possédant les caractéristiques d'un missile sol-sol à longue portée. « Israël doit faire face à des défis à la fois proches et lointains » a expliqué le ministre de la Défense Benny Gantz. « Notre unité technologique d'élite nous garantit que nous aurons toujours une longueur d'avance sur nos ennemis, et que nous pourrions défendre le ciel israélien de toute menace » a-t-il ajouté. Réalisé sur le territoire israélien, ce test a été mené conjointement par la Direction de la recherche et du développement de la Défense, le ministère de la Défense, l'Organisation de défense antimissiles, l'armée de l'air et l'Agence américaine de défense antimissiles. Le système de défense *Arrow 2* a été déployé pour la première fois en mars 2000. Sa première utilisation opérationnelle remonte à mars 2017, contre un missile sol-air syrien qui avait été tiré sur un avion israélien.

(I24News, le 13-08-2020)

En soutien à la Grèce, la France déploie deux bâtiments de guerre et deux Rafales en Méditerranée orientale...

La France déploie temporairement deux navires de la marine nationale et deux *Rafales* en Méditerranée orientale en soutien à la Grèce face à la Turquie. Une marque de l'appui de Paris à Athènes dans son bras de fer avec Ankara au sujet de l'exploitation des hydrocarbures en Méditerranée orientale.

(Radio Vatican, le 14-08-2020)

L'armée de l'air vénézuélienne annonce l'interception d'un avion privé américain utilisé pour le trafic de stupéfiants...

Un avion présumé chargé de drogues s'est écrasé lors d'une tentative infructueuse d'échapper à des avions de combat vénézuéliens. Ce lundi 10 août, le Commandement de la défense aérospatiale vénézuélien (CODAI) a détecté un avion américain traversant le territoire vénézuélien sans plan de vol et violant la souveraineté nationale du pays. L'avion a perdu le contrôle et s'est écrasé alors qu'il était poursuivi par des avions militaires envoyés pour l'intercepter. Le Commandement opérationnel stratégique de la Force armée nationale bolivarienne (CEOFANB) a déclaré que l'avion, un Hawker 800 privé, avait été détecté lorsqu'il survolait l'ouest de la péninsule du Paraguana, dans l'État de Falcon. L'avion a été intercepté par des aéronefs des Forces armées nationales boliviennes conformément aux dispositions de la loi sur la défense complète de l'espace aérien, approuvée en 2012. Il aurait ignoré les appels d'identification émis par les autorités vénézuéliennes et aurait tenté d'atterrir sur une piste clandestine utilisée pour des opérations de trafic de drogues à la frontière avec la Colombie.
(Press TV, le 13-08-2020)

... CYBERESPACE ...

Plus de sept millions de messages liés à la pandémie effacés par Facebook depuis le mois d'avril...

Depuis le mois d'avril, la plateforme *Facebook* annonce avoir effacé plus de sept millions de messages en lien avec la pandémie parce que ces messages présentaient un danger pour la santé. 98 millions d'autres contenus moins dangereux ont été étiquetés pour que les utilisateurs les considèrent avec prudence. Durant la même période, le réseau social précise avoir effacé aussi 22,5 millions de messages haineux qui ont été détectés par un logiciel.
(Deutsche Welle, le 12-08-2020)

Une cyberattaque du groupe Lazarus aurait été déjouée par Israël...

L'organisation internationale baptisée *Lazarus* a tenté une cyberattaque contre Israël. Suite à une enquête menée par le ministère israélien de la Défense, en coopération avec d'autres organes sécuritaires, une cyberattaque lancée par un groupe international soutenu par un pays étranger a pu être déjouée, a annoncé mercredi le ministère dans un communiqué. Les membres du groupe baptisé *Lazarus* ont utilisé diverses techniques de piratage, notamment « la fraude psychologique » et l'usurpation d'identité, a-t-il été indiqué. Ils ont construit de faux profils sur *LinkedIn*, un réseau social professionnel principalement utilisé pour la recherche d'emploi dans le secteur de la haute technologie. Les suspects ont prétendu être des gestionnaires, des PDG ou encore de hauts fonctionnaires de départements des ressources humaines, ainsi que des représentants d'entreprises internationales, et ont contacté des employés des principales industries de la défense en Israël, afin de leur proposer différentes opportunités d'emploi. Lors de ces échanges, les hackers ont tenté de pirater les ordinateurs des employés, d'infiltrer leurs réseaux et de recueillir des informations de sécurité sensibles. Ils ont également essayé d'utiliser les sites web officiels de plusieurs entreprises afin de s'introduire dans leurs systèmes. « Les cyberattaques ont été repérées en temps réel, et déjouées par une unité technique au sein du ministère de la Défense, ainsi que par des systèmes de cyberdéfense » a-t-il été précisé dans le communiqué. « Aucun dommage ni interruption n'a été causé aux systèmes, et la direction de la sécurité nationale a ouvert une enquête suite à cette tentative de piratage » a-t-il été ajouté.
(I24News, le 13-08-2020)

Mercredi 12 août, le ministère israélien des Affaires militaires a affirmé dans un communiqué qu'un groupe international de pirates informatiques nommé *Lazarus* avait orchestré une cyberattaque visant son secteur militaire. Selon les allégations des responsables militaires d'Israël, la Corée du Nord a créé en 2007 un groupe de pirates informatiques pour faire des opérations cybernétiques contre diverses cibles. Le ministère israélien prétend que les hackers d'un groupe dénommé *Lazarus* utilisent diverses méthodes de piratage, y compris l'ingénierie sociale, pour créer de fausses identités et de faux comptes d'utilisateurs sur le site internet *LinkedIn*, qui est en général utilisé pour la recherche d'emplois dans la haute technologie. L'hameçonnage aurait été utilisé par les pirates nord-coréens pour recueillir des renseignements confidentiels et usurper les identités de managers, de PDG et de hauts responsables de la gestion des ressources humaines pour établir des contacts avec des employés d'entreprises phares de l'industrie militaire d'Israël et les séduire avec une promesse de divers postes.

Alors que le ministère israélien des Affaires militaires tente de laisser supposer que l'attaque a été déjouée en temps réel et qu'il n'y a eu aucun dommage ou perturbation de ses systèmes informatiques, le *New York Times*, en référence à des chercheurs en sécurité au sein de la société internationale de cybersécurité, ClearSky, confirme que les pirates auraient réussi à pénétrer les systèmes informatiques du secteur militaire d'Israël et qu'ils auraient volé une grande quantité de données classifiées.
(*Press TV, le 13-08-2020*)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

En Russie, développement d'un nouveau pistolet semi-automatique destiné à la police et à la Garde nationale...

L'Institut central de recherche en constructions mécaniques de précision faisant partie du groupe Rostec a développé un nouveau pistolet pour la police et la Garde nationale pour remplacer le vieux modèle Makarov, selon le service de presse de Rostec. L'arme de poing sera dévoilée lors du forum Armée-2020. Le service de presse du groupe Rostec a annoncé à *Sputnik* le développement d'un nouveau pistolet semi-automatique pour la police et la Garde nationale. Nommé *Poloz*, il a été développé par l'Institut central de recherche en constructions mécaniques de précision. Le *Poloz* est destiné à tirer à une distance de 50 mètres et est capable de fonctionner dans une fourchette de température située entre -50°C et +50°C. Il est chamberé en 9x19 millimètres. La balle utilisée peut avoir un noyau en acier. Le pistolet utilise un chargeur de 15 ou de 18 balles. Sa durée de service est d'au moins 10 000 tirs. Le directeur général de l'Institut central de recherche en constructions mécaniques de précision, Albert Bakov, a expliqué à *Sputnik* que le pistolet Makarov suscitait des reproches relatifs à sa puissance et à son chargeur de 8 balles. Le nouveau pistolet est plus petit et léger et peut être porté avec discrétion. « Sa construction modulaire permet de remplacer sa poignée sans remplacer ses autres parties, ainsi que d'utiliser des chargeurs de capacités différentes. Il est fiable et simple du point de vue de l'entretien » a-t-il détaillé. Le pistolet sera présenté au public lors du forum militaro-technique international Armée-2020 sur le stand de l'Institut dans le centre d'exposition de Rostec.

(*Radio Sputnik, le 15-08-2020*)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30